

**Intervention de Son Excellence, Monsieur Antonio Pedro Monteiro Lima,**  
**Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République du Cap Vert auprès de l'ONU**  
**à l'occasion de la COP18|CMP 8, DOHA, le 6 Décembre 2012**

Monsieur le Président,

Permettez moi en premier lieu de présenter mes condoléances à la délégation des Philippines pour les nombreuses victimes et les destructions considérables causées par le typhon Bopha qui vient de balayer une partie du pays et notamment l'île de Mindanao, augmentant ainsi le nombre de réfugiés climatiques de part le monde. Il ya quelques jours, c'était le cyclone Sandy qui ravageait tout sur son passage dans les caraïbes, en particulier à Haiti et à Cuba et tout le Nord Est des Etats Unis.

Au train où se trainent nos négociations, depuis Bali, il semble légitime de se demander combien encore de typhons faudra t-il craindre, combien de vies à jamais brisées et d'efforts de développement ruinés pour se rendre compte que le changement climatique et ses conséquences dramatiques ne constituent pas une perspective à long terme, mais bel et bien une réalité globale palpable au quotidien qui reclame une détermination renouvelée et des mesures urgentes. Nous sommes désormais confrontés aux conséquences de nos actes et nous sommes condamnés à en assumer les responsabilités communes mais différenciées quelles qu'en soient par ailleurs, les implications qui en découlent pour les uns et les autres. Nous sommes malheureusement arrivés à un point où nous sommes tous appelés à effectuer des choix décisifs, qu'ils soient politiques, économiques ou financiers pour éviter le pire, c'est à dire l'irréversibilité du réchauffement climatique au delà du raisonnable et du supportable. Les scientifiques, à travers les rapports récents de l'UNEP, de l'AIE ou la récente publication de la Banque mondiale sur le climat nous assurent que la fenêtre de tir à notre disposition pour redresser la situation se referme, que les chances de préserver une possibilité de maintenir l'élévation de la température en dessous de 2 degrés ou 1,5 degrés centigrades s'amenuisent à mesure que le temps passe... Plus que jamais, il est urgent d'agir. Car ce que nous savons aujourd'hui grâce aux études scientifiques les plus récentes ne sauraient nous laisser ni tranquilles ni indifférents. En effet, si nous les en croyons, le temps nous est compté:

- le monde a atteint des records en termes d'émissions et de concentration de CO<sub>2</sub> (supérieur à 390 ppm-CO<sub>2</sub>)
- Les températures sont déjà au-dessus de 0.8 degrés C au dessus de la période pré- industrielle; Dix fois plus de zones font l'expérience de chaleurs extrêmes comparés aux dernières 40 années; Nous allons vers une élévation des températures pouvant atteindre entre 3 et 5 degrés centigrades; dans ces circonstances, toutes les îles du Pacifique, de l'Amérique du sud tropical e le bassin central africain doivent s'attendre à faire l'expérience de vagues de chaleur de magnitude et de durée sans précédents;
- l'acidification des océans a atteint un taux jamais enregistré en 55 millions d'années; à terme la disparition de nombreuses espèces marines est inévitable;
- l'accélération du taux d'élévation du niveau de la mer est désormais observable ( variations regionales)



et il est prévu que le niveau de la mer atteindra 1 mètre vers 2100 et plusieurs mètres par après;  
- le réchauffement et l'acidification de la mer menacent les récifs coralliens même à 1,5 degrés C, causant des dommages à la production des nourritures de la mer, à la vie locale et à l'industrie du tourisme; de même, il importe de souligner les impacts sur la sécurité alimentaire globale et les conflits qui en découlent;

Le "business as usual" ne constitue plus désormais une option pour quiconque. Car nous savons dorénavant que l'inaction ou le laisser faire reviennent à condamner irrémédiablement les peuples et les pays les plus vulnérables, mais aussi à causer des maux considérables à tous..

Monsieur le Président,

Je voudrais remercier les autorités de votre pays en plein essor, pour son hospitalité exceptionnelle et pour l'appui qu'elles ont apporté dans la réalisation de cette 18<sup>ème</sup> COP/CMP8 ainsi que pour les efforts qu'elles consentent et notamment par vous, Monsieur le Président, pour parvenir à des conclusions équilibrées et satisfaisantes des négociations en cours. Mais toute la question est là: au point où nous en sommes, peut-on parler de conclusions satisfaisantes lorsque des parties cherchent à tout prix à reculer les décisions qui importent pour l'avenir et se cantonnent soit dans la dénégation d'une réalité globale de plus en plus effrayante, soit refusent de participer des solutions possibles, alors qu'il en est encore temps. De quelles conclusions équilibrées parlons-nous si pour les uns cela signifie freiner toute prise de décisions contraires aux stratégies unilatérales définies et à long terme et en fonction d'intérêts éloignés des exigences actuelles de l'état du monde et du climat et si pour les autres, cela implique au contraire d'augmenter dans l'immediat, les ambitions chiffrées des grands pays émetteurs dans la mitigation, tant la réalité s'impose désormais à tous. A la vérité, il est difficile pour la majorité des délégations ici présentes d'attendre 2015 ou 2020, pour obtenir des assurances, lorsque nous nous rendons compte qu'il sera peut-être trop tard pour les Nations insulaires et nombre d'Etats moins avancés dans le monde et notamment en Afrique.

Monsieur le Président,

Si Doha doit être un succès pour nous tous et pour l'avenir, les grands pays émetteurs doivent absolument trouver les voies et moyens pour augmenter de façon significative leurs ambitions en ce qui concerne la mitigation, et ici même à Doha montrer leur engagement dans ce domaine essentiel. Ils doivent également, du moins pour ceux qui se sont prononcés en faveur d'une deuxième période d'engagement du Protocole de Kyoto, poursuivre leurs efforts pour assurer des ressources financières nouvelles, prévisibles et soutenues nécessaires aux pays en développement et pour garantir que les mécanismes mis en place puissent fonctionner efficacement, notamment le Fonds Vert pour le Climat qui demeure une coquille vide pour le moment. De même, l'établissement d'un mécanisme dédié aux pertes et dommages découlant des effets adverses du changement climatique est d'une grande importance pour les plus vulnérables d'entre nous.

Monsieur le Président,

Mon pays poursuit résolument sa route dans sa contribution à une économie verte et bleue en créant concrètement les conditions qui feront par exemple du Cap Vert en 2020, une Nation couvrant 50% de ses besoins énergétiques par le recours aux énergies renouvelables. La protection et la défense de l'Océan demeurent parmi nos priorités au même titre que l'agriculture et la lutte contre la sécheresse. Dans de nombreux domaines socio-économiques que je ne pourrai pas énumérer ici du fait des contraintes de temps, nous avons fait des progrès significatifs et nombre d'organismes internationaux prévoient que nous ferons partie des pays en Afrique qui atteindront les objectifs du millénaire en 2015. Nous travaillons à préserver la stabilité de l'Etat et à garantir une vie décente faite de dignité et de liberté pour tous, dans le cadre de l'Etat de droit. Mais par dessus tout, nous voulons garantir que les efforts que nous consentons pour le développement durable s'inscrivent dans une résilience fondée sur notre politique de paix et notre lutte globale contre les impacts négatifs du changement climatique.

Dans le cadre des rencontres périodiques sur le changement climatique de l'UNFCCC, nous voulons sortir d'une logique suicidaire qui voit s'affronter des visions contradictoires du monde qui est le nôtre pour aller vers une logique salutaire fondée sur une convergence des différences et une perception commune des dangers qui nous menacent de façon globale; Nous voulons aller vers la complémentarité dans l'action et la solidarité globale. Si nous sommes incapables de nous entendre et de tracer les voies de la viabilité et de l'intégrité environnementale pour tous, si les solutions qui s'offrent encore à nous sont ignorées du fait des égoïsmes nationaux ou de politiques à courte vue, si nous nous montrons frileux face à l'urgence des mesures à prendre pour diminuer radicalement l'impact des émissions de gaz à effet de serre sur l'environnement et sur la vie de populations entières, alors la nature se chargera de nous ouvrir les yeux de façon dramatique, plus coûteuse assurément et sans doute irréversible.

Je vous remercie Monsieur le Président.